

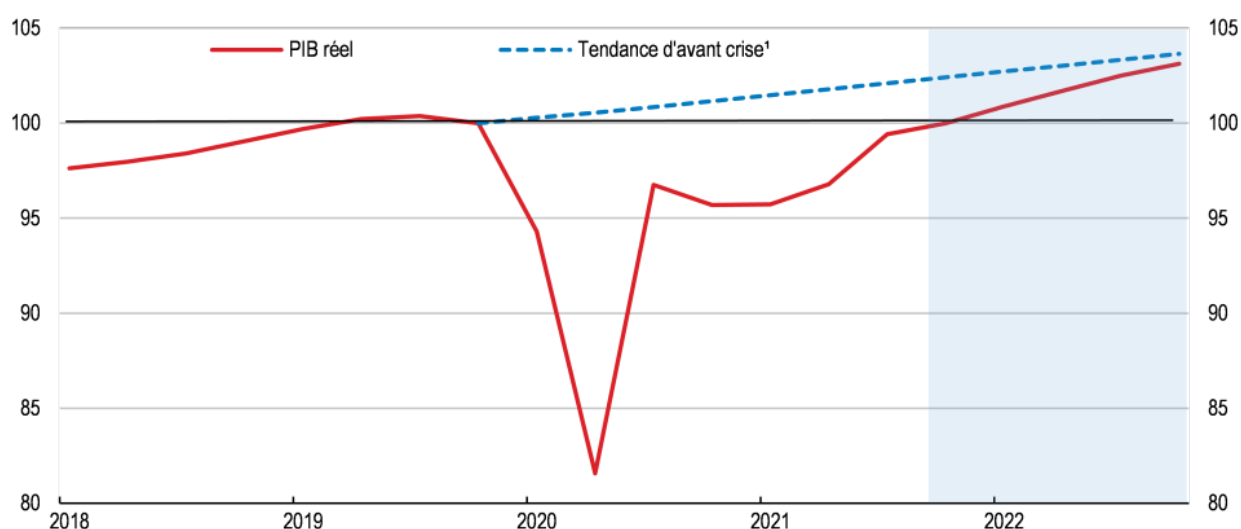
Tourner la page de la pandémie en France: vers une croissance plus forte, plus inclusive et plus verte

par Antoine Goujard et Priscilla Fialho, Département économique de l'OCDE

Comment pérenniser la reprise en France et parvenir à une croissance plus forte, plus inclusive et plus verte qu'avant la pandémie ? Le rebond économique attendu est rapide : le PIB et l'emploi ont atteint leurs niveaux d'avant crise au troisième trimestre 2021 et la croissance française devrait atteindre 6.8% en 2021 et 4.2% en 2022 (graphique 1). Une réponse des politiques économiques rapide et efficace, combinée à l'accélération massive de la campagne vaccinale, ont permis de limiter les pertes d'emplois et les faillites d'entreprises en 2020 et 2021.

Graphique 1. La reprise est rapide

Indice 2019T4=100



1. Les projections de novembre 2019 sont prolongées en 2022 par la croissance moyenne du PIB potentiel en 2018-21.

Source : OCDE (2021), Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections (base de données) et mises à jour. Cependant, les aléas à court terme sont importants et la crise liée à la pandémie a mis en avant des faiblesses structurelles de l'économie française, notamment en termes de formation et de qualification et de digitalisation des entreprises. En effet, avant la crise, le revenu par habitant avait progressé moins vite que dans la moyenne de la zone euro. À moyen terme, le niveau élevé de la dette publique combiné à des dépenses trop largement orientées vers les retraites risque d'être un frein aux dépenses plus productives comme l'investissement et l'éducation, et à la stabilisation de l'activité en cas de nouvelle crise.

La France est face à une opportunité historique. Les plans de relance (« France Relance ») et d'investissement (« France 2030 ») injecteront 134 milliards d'euros au total (soit plus de 5% du PIB) vers une économie plus numérique et plus verte. L'Étude économique de l'OCDE : France 2021, publiée le 18 novembre 2021, montre qu'il est nécessaire de réformer le cadre budgétaire, notamment pour renforcer l'efficacité des dépenses, de continuer à stimuler la croissance d'emplois et leur qualité, de poursuivre les efforts vers une économie plus verte et de faire en sorte que les gains de ces réformes bénéficient aux ménages les plus modestes.

I. Renforcer le cadre et les évaluations des finances publiques

Alors que le niveau des dépenses publiques a atteint 62% du PIB en 2020, leur structure s'oriente principalement vers les retraites et la masse salariale, alors que les dépenses d'éducation ou d'investissement sont plus proches de la moyenne des pays de l'OCDE, sans faire preuve d'une efficacité satisfaisante. Les évaluations PISA de l'OCDE montrent par exemple une baisse de la performance des élèves.

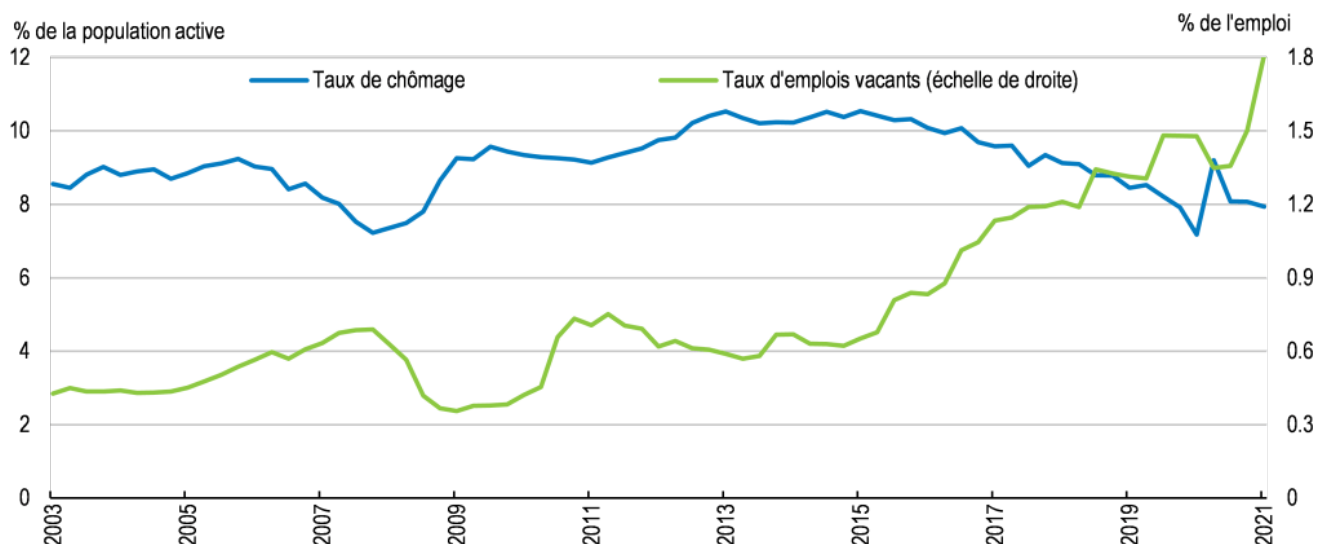
Renforcer le cadre budgétaire doit être une priorité. La

gouvernance fragmentée des finances publiques ne permet pas une évaluation complète de certaines politiques. Une règle de dépenses pluriannuelle s'appliquant à l'ensemble du secteur public, et dont la mise en œuvre serait évaluée par le Haut Conseil des finances publiques (HCFP), permettrait une meilleure coordination des dépenses. En outre, la publication de projections de dette à long terme permettrait une sensibilisation des citoyens aux enjeux liée à sa soutenabilité.

II. Développer les compétences tout au long de la vie

Un taux de chômage élevé coexiste avec des tensions croissantes sur le marché du travail (graphique 2). Le plan « de réduction des tensions de recrutement » annoncé en septembre 2021 est crucial pour accompagner la reprise et les réformes du marché du travail entreprises depuis 2017 sont bienvenues (OCDE, 2019). Cependant, la géographie des disparités éducatives et d'accès à l'emploi s'avère très inégale et persistante, notamment au sein des grandes métropoles où les inégalités de revenus sont importantes (Dherbécourt C., 2015 ; Goujard et Loriaux, à paraître), ce qui entrave la croissance et l'égalité des chances.

Graphique 2. Les emplois vacants augmentent malgré un chômage élevé



Source : Dares (2021), Les emplois vacants au 2ème trimestre

2021; Insee (2021), Chômage au sens du BIT.

L'éducation dès le plus jeune âge est essentielle pour réduire les inégalités des chances. Les ménages défavorisés doivent avoir un accès plus large aux modes de garde formels. Réduire les risques de décrochage scolaire est aussi crucial pour la croissance de demain, ainsi que pour réduire le trop grand nombre de jeunes ni en emploi ni en formation (« NEETs » selon l'acronyme anglo-saxon). Dans ce sens, le « Contrat d'Engagement jeune » annoncé est une étape importante et devra assortir mesures d'activation et de formation renforcées avec insertion par l'emploi. Le renforcement de la composante de formation en entreprise permettrait aussi de développer encore l'apprentissage.

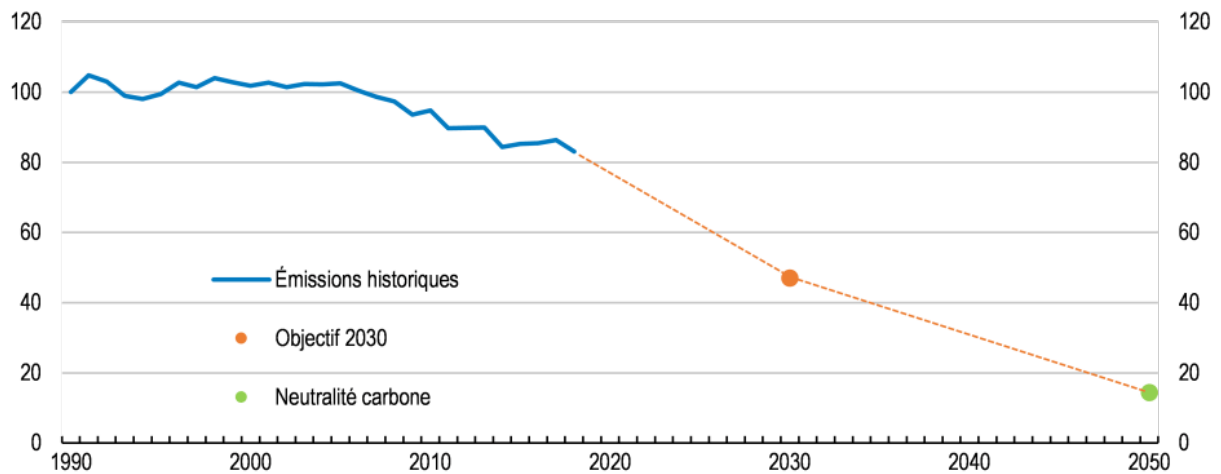
La formation continue doit progresser pour permettre les transformations numériques et l'allongement des carrières. L'adoption des nouvelles technologies numériques est à la traîne dans de nombreuses petites entreprises qui ont besoin de soutien pour former leurs salariés. De plus, l'âge effectif de sortie du marché du travail est, quant à lui, le second plus bas de l'OCDE alors que l'espérance de vie à 65 ans est parmi les plus élevées. Relever l'âge minimum de départ à la retraite en fonction de l'espérance de vie doit aller de pair avec des efforts de formation et d'adaptation des conditions de travail pour favoriser l'emploi des seniors.

III. Mettre en œuvre une transition écologique juste et efficace

La transition écologique conditionne une croissance durable et résiliente. Pour répondre aux enjeux soulignés par la COP26 et respecter ses engagements climatiques, la France doit baisser rapidement ses émissions (graphique 3).

Graphique 3. Les émissions doivent diminuer rapidement

Indice 1990=100¹



1. Les objectifs représentés sont des estimations de l'OCDE. Source : Commission Européenne, Données Énergie (base de données).

Les investissements verts privés et les comportements des ménages et des entreprises sont clés. La Loi de 2019 relative à l'énergie et au climat et la Loi Climat et Résilience ouvrent la voie vers une meilleure gouvernance des enjeux climatiques, mais les enjeux d'acceptabilité sociale sont cruciaux, comme le montrent les travaux empiriques récents de l'OCDE (Dechezleprêtre et al., à paraître).

Un plan d'ensemble, multi-annuel et régulièrement évalué et si nécessaire révisé doit être effectivement mis en place. Tous les instruments disponibles doivent être mobilisés pour la transition. Supprimer progressivement les exonérations et les taux réduits sur les taxes environnementales, de façon juste et équitable, renforcerait l'effet incitatif de ces taxes. Pour assurer son acceptabilité sociale et une transition juste, la taxe carbone pourra aussi être accompagnée de mesures de compensation pour les ménages les plus modestes et les entreprises les plus exposées

Des mesures ciblées doivent aussi s'attaquer aux plus grandes sources d'émissions de gaz à effet de serre: les transports, les bâtiments et l'agriculture. Du côté des transports, les critères d'éligibilité à la prime à la conversion et du barème du malus écologique doivent être renforcés pour encourager l'achat de véhicules moins polluants. Concernant

les bâtiments, l'efficacité des aides à la rénovation énergétique doit être améliorée en les conditionnant à un minimum d'efficacité énergétique et à davantage de contrôle pour les grands chantiers. Enfin, le soutien au secteur agricole doit être réaffecté vers les paiements pour services agro-environnementaux.

Bibliographie

OCDE (2021), *Études économiques de l'OCDE : France 2021*, Éditions OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/80013359-fr>.

OCDE (2019), *Études économiques de l'OCDE : France 2019*, Éditions OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/10f0135f-fr>

Dechezleprêtre, A. et al., (à paraître), Comprendre l'acceptabilité sociale des politiques d'atténuation du changement climatique dans les pays membres et non membres de l'OCDE, Éditions OCDE, Paris.

Dherbécourt, C. (2015), La géographie de l'ascension sociale, Note d'Analyse, No. 36, France Stratégie.

Fialho, P. (2021), "Steering the recovery towards an ecological transition" in *Études économiques de l'OCDE : France 2021*, Éditions OCDE, Paris.

Goujard A. et Loriaux C., (à paraître), Évolution des disparités territoriales de revenus en France de 1996 à 2017, Document technique de référence de l'OCDE.